





La NÉBULEUSE criminalo-terroriste

Des groupes internationaux de criminels et de militants s'associent pour que l'argent n'ait plus de frontières

Douglas Farah

Au fin fond de la jungle, des mineurs du Suriname se servent d'écluses rudimentaires pour récupérer les paillettes d'or contenues dans les tonnes d'argile rouge extraites du sol et utilisent du mercure, qui contamine les cours d'eau alentour. Ils ne sont pas couverts par le droit du travail et doivent souvent corrompre des fonctionnaires locaux pour pouvoir travailler sur ces sites et gagner une cinquantaine de dollars par semaine, une misère au regard des 24.000 dollars qu'empocheront les intermédiaires.

Loin des méthodes à forte intensité de travail des mineurs, les intermédiaires qui injectent l'or sur le marché mondial utilisent des communications cryptées au moyen d'applications comme WhatsApp et Signal. Une partie de l'or est surfaturée pour blanchir le produit d'autres activités illégales. Une autre apparaît comme exportée d'autres pays, l'objectif étant d'en dissimuler l'origine ou de masquer des transports de cocaïne et d'héroïne. Une autre partie encore se vend sur le marché de l'or de Dubaï, aux Émirats arabes unis, où sa valeur est facilement convertible en bitcoins, dollars ou euros.

Les mines illicites du Suriname, cette ancienne colonie néerlandaise au nord du Brésil, montrent de quelle manière les trafiquants combinent méthodes séculaires et technologies numériques pour ne pas être repérés et faire circuler de l'argent et des produits partout dans le monde. À l'aide de logiciels

sophistiqués, l'or extrait sur un continent se transforme en cryptomonnaie sur un autre continent, par la magie d'opérations de plusieurs millions de dollars invisibles au niveau du système financier officiel. Le développement planétaire de ces activités souligne la nécessité d'améliorer la coopération internationale entre les différentes autorités de réglementation et forces de l'ordre.

Activités forestières et minières

L'or n'est qu'une source de revenus illicites parmi d'autres, avec la vente de drogue, l'abattage illégal et le vol de minéraux et de biens culturels. Les sommes en jeu sont vertigineuses. D'après un rapport publié en 2017 par l'organisation Global Financial Integrity (Washington), le chiffre d'affaires annuel de onze des principaux marchés illicites serait compris entre 1.600 et 2.200 milliards de dollars. Le narcotrafic serait le plus lucratif et rapporterait entre 426 et 652 milliards de dollars, la fourchette pour l'extraction minière illégale étant comprise entre 12 et 48 milliards de dollars. Toujours selon ce rapport, la criminalité transnationale continuera de prospérer tant que l'on ne s'attaquera pas au modèle conjuguant profits élevés et risques minimes.

Si les forces de l'ordre ont remporté certains succès dans la lutte contre ces flux, les gouvernements se contentent de réagir et captent au mieux quelques images de la saga des flux financiers illicites. Comme

l'indique une étude de 2015 du Forum économique mondial sur les économies illicites, «les organisations criminelles, en plus de profiter de l'insuffisance des moyens et des politiques mis en œuvre, maîtrisent les technologies et les instruments et systèmes sophistiqués nécessaires... Le fait est que les mécanismes permettant la mondialisation et sécurisant les échanges commerciaux privés sont précisément les mêmes que ceux qui nuisent à la sécurité aujourd'hui.»

Les contrôles douaniers sont une des principales faiblesses du système. Ils ne portent généralement que sur 5 % environ des chargements transitant dans les ports, car il faut perturber le moins possible les chaînes d'approvisionnement mondiales. Les autorités s'appuient donc sur la technologie, le renseignement et les partenariats internationaux pour repérer les transports illégaux.

Les groupes criminels transnationaux établissent parfois des partenariats lucratifs avec la guérilla ou les organisations terroristes. Durant six ans, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et des groupes criminels se sont servis de toute une série de prêteurs sur gages pour expédier 47 tonnes d'or extraites illégalement, soit une valeur de 1,4 milliard de dollars, vers des raffineries, y compris aux États-Unis. Les autorités américaines ont constaté que le Hezbollah, un groupe islamiste basé au Liban, blanchissait de grosses quantités d'argent par le biais d'une des principales raffineries situées sur la péninsule arabe et recevant l'or.

Le métal jaune est devenu un instrument de choix, car il rapporte et peut être converti en espèces assez facilement. D'après Bloomberg (2013), «pour produire de la cocaïne, il faut généralement six mois et énormément de savoir-faire, tandis qu'une mine illégale dans la jungle colombienne permet d'obtenir 2 kilogrammes d'or par semaine». Le kilogramme de cocaïne se vend environ 2.570 dollars dans la jungle, alors que le kilogramme d'or peut rapporter plusieurs fois cette somme.

Intensification des efforts

Les forces de l'ordre et les organisations multinationales redoublent d'efforts pour traiter la complexité croissante des flux financiers illégaux. Interpol a créé la sous-direction de lutte contre les marchés illicites, et le Trésor américain, qui jouit de pouvoirs étendus, peut sanctionner les banques qui se servent du système bancaire des États-Unis pour blanchir de l'argent. Les Nations Unies ont adopté de nombreuses résolutions concernant les financements illicites et sont notamment à l'origine de la Convention contre la criminalité transnationale organisée (2003) et de la Convention contre la corruption (2005).

Le Groupe d'action financière, fondé à Paris en 1989, définit des normes mondiales de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et surveille la mise en œuvre de ses recommandations au niveau des pays. Le FMI et la Banque mondiale proposent leur assistance technique et des formations pour élaborer la législation nécessaire à la lutte contre les flux illicites ainsi que les politiques et lois pertinentes. Au cours des quinze dernières années, le FMI a contribué à définir les politiques et les législations nationales et internationales afin de combattre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Le FMI analyse également les politiques conduites à l'échelle mondiale et nationale et la façon dont elles interagissent avec des questions comme les monnaies virtuelles, la finance islamique, le coût de la corruption et des stratégies anticorruption, et la cessation de relations de correspondance bancaire.

Malgré ces efforts internationaux, le blanchiment et les activités connexes perdurent. Le cas de la Banque libano-canadienne, dont le siège est à Beyrouth, a montré comment un réseau criminel international multipliait les transactions financières et commerciales sur les cinq continents pour blanchir des milliards de dollars générés par le narcotrafic. Le Département du Trésor américain a établi que la drogue produite en Amérique du Sud était expédiée et vendue en Europe et au Moyen-Orient. L'argent était ensuite blanchi par le système financier libanais et la vente de voitures d'occasion aux États-Unis et de biens de consommation en Asie. L'utilisation de comptes au Panama, dans de multiples paradis fiscaux et aux États-Unis a démontré que les structures réglementaires n'étaient pas assez performantes pour détecter ces transactions. Selon David Asher, l'un des principaux responsables de l'enquête, l'argent finissait dans les caisses de la Banque libano-canadienne, dont le principal client était le Hezbollah.

Effondrement de la banque

L'établissement beyrouthin s'est effondré en 2011 après avoir été qualifié par les enquêteurs américains de «risque majeur en matière de blanchiment de capitaux» et d'instrument financier du Hezbollah, pour reprendre les termes du communiqué de presse du Département du Trésor. Mais la Banque libano-canadienne n'est qu'un des nombreux établissements ayant ce genre d'activités dans le monde; il a fallu des années et des moyens considérables pour identifier le problème et fermer la banque; c'est donc un processus difficile et coûteux à reproduire ailleurs.

Le Venezuela est devenu une grande zone de transit pour les FARC et une importante plateforme du trafic de stupéfiants et autres produits illicites en provenance

de Colombie. Les activités vénézuéliennes se sont étendues même jusqu'à la minuscule principauté d'Andorre, en Europe. En mars 2015, le réseau de lutte contre la criminalité financière du Département du Trésor américain a classé la Banca Privada d'Andorra (BPA) dans les établissements «représentant un risque majeur en matière de blanchiment d'argent» (même si cette désignation a été supprimée en 2016).

La banque andorrane comptait parmi ses clients Petróleos de Venezuela (PDVSA), la compagnie pétrolière nationale, et, d'après la note publiée par le Trésor américain, créait avec elle des sociétés écrans et des «produits financiers complexes permettant de détourner des fonds» de PDVSA. «La BPA a traité environ 2 milliards de dollars en deux ans grâce au système de blanchiment.»

Lors d'une conférence internationale sur la sécurité organisée en septembre 2015 au George C. Marshall Center à Garmisch-Partenkirchen, en Allemagne, le général Philip Breedlove, alors commandant en chef des forces américaines en Europe, a souligné que de nombreux financiers du terrorisme ne suivaient pas les mêmes règles du jeu que les démocraties libérales occidentales. Ils ne se contentent pas de contourner les règles, ils jouent un jeu carrément différent, sur un autre terrain, où les règles tenues pour acquises ne sont plus contraignantes.

Certains États, seuls ou à plusieurs, comme les États-Unis, la Chine et l'Union européenne, peuvent, de leur propre initiative, prendre des mesures significatives contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, mais les mesures régionales et multilatérales sont plus efficaces.

Les innovations comme les cryptomonnaies sont autant de nouveaux défis, et des pays tels que la Corée du Sud, les États-Unis et le Japon n'ont pas forcément la même approche en matière de réglementation. Le cryptage des communications les rend invisibles pour les forces de l'ordre et les spécialistes du renseignement, assurant la confidentialité des échanges entre citoyens respectueux des lois, mais rendant au mieux difficile toute démarche globale commune.

Actions au porteur

Pourtant, certaines mesures seraient sans doute relativement simples à prendre, par exemple supprimer les sociétés anonymes avec actions au porteur et exiger qu'une personne soit juridiquement responsable de l'entreprise et de ses comptes bancaires. L'enquête sur le réseau financier de PDVSA et la Banque libano-canadienne s'est heurtée à de sérieux obstacles du fait de ces sociétés.

Comme l'indique le rapport de Global Financial Integrity, «la transparence est une arme de dissuasion efficace contre les activités illicites». Les criminels internationaux ne peuvent pas se servir uniquement d'espèces pour

procéder aux énormes transferts d'argent que génèrent leurs activités; ils doivent pouvoir «accéder au système financier mondial, et cet accès dépend lui-même de leur capacité à cacher leur identité et l'origine de leurs produits».


Une deuxième étape pourrait consister à trouver un consensus minimal sur la transparence bancaire et sur les moyens de repérer et bloquer les capitaux suspectés d'être liés au terrorisme et au crime organisé. Des dizaines de paradis bancaires permettent de mettre en lieu très sûr des milliards de dollars de recettes illicites. La Suisse, par exemple, s'est décidée depuis quelques années à assouplir les lois sur le secret bancaire lorsqu'il existe des éléments probants relatifs à la provenance illégale des fonds.

Enfin, les États ayant la même définition des organisations criminelles et du terrorisme internationaux doivent unir leurs forces sans tarder et se doter d'un cadre réglementaire multilatéral commun qui soit plus solide mais assez souple pour s'adapter aux évolutions rapides des technologies et des flux financiers, licites ou illicites. Il s'agit d'une priorité qui concerne également le FMI, la Banque mondiale et d'autres institutions multilatérales

«La transparence est une arme de dissuasion efficace contre les activités illicites.»

capables, par-delà les frontières, de favoriser le consensus et de servir d'intermédiaires honnêtes entre les différents intérêts nationaux.

Souplesse et réactivité sont les maîtres mots pour qu'un cadre soit viable. Les criminels et les terroristes évoluent dans des écosystèmes où les nouvelles technologies des communications, les instruments financiers et les discontinuités du système sont rapidement exploités et anticipés. Les États s'inscrivent dans un monde de changements progressifs, où l'adaptation est lente, les nouveaux défis compliqués à surmonter et les débats non tranchés.

Les mesures évoquées ne mettraient pas un terme définitif au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme, que des gouvernements complices pourraient toujours couvrir. Mais elles contraindraient au moins les groupes criminels à se démenter beaucoup plus pour tirer parti des possibilités légitimes offertes par le commerce et la finance. 

DOUGLAS FARAH est président d'IBI Consultants, un cabinet de conseil spécialisé dans la sécurité nationale. De 1985 à 2005, il a couvert l'Amérique latine et l'Afrique de l'Ouest en tant que journaliste pour *The Washington Post*.